

Bayrou, ou l'oxymore permanent

Un livre pour annoncer une candidature à la présidentielle : un classique de la vie politique française dont use à son tour François Bayrou.

RÉSOLUTION FRANÇAISE
François Bayrou.
L'Observatoire, 324 p.,
16,90 €.



CHRONIQUE
Éric Zemmour
ezemmour@lefigaro.fr

Jean-Jacques Rousseau nous avait conseillé d'« écarter tous les faits ». Quand on ouvre un ouvrage de François Bayrou, surtout à la veille d'une campagne présidentielle, et qu'on lit dans l'introduction « contrairement à ce que disent les benêts, quand la crise s'avance, l'expérience ne nuit pas », on doit faire un effort pour « écarter tous les faits », en l'occurrence les entêtements parifastiques, le cynisme usé des ambitions élyséennes qui ressortent comme crocus au printemps, et la banalité commerciale de ces livres de politique, mélange de confession personnelle et de programme électoral, qui ne sont que des moyens d'autopromotion médiatique. Avec le dernier livre de Bayrou, il y a d'évidence tout cela ; mais il y a autre chose : la réflexion d'un des derniers « agrégés qui savent écrire ». La culture du lettré est à double tranchant pour la politique : elle marque sa supériorité sur ses pairs, mais aussi révèle plus crûment ses contradictions qui sont celles de toute sa classe, et de notre époque. François Bayrou ou l'oxymore permanent.

Bayrou est un fils de paysan qui aimait les livres ; un barrésien qui ne renie rien de « terre et les morts » ; un catholique qui retrouve des accents péguystes lorsqu'il fulmine contre la domination de l'argent ; un lecteur avisé de Simone Weil qui considère que « l'enracinement » est un des besoins essentiels de l'homme. Il croit au peuple français, à

son identité, et ne pense pas que l'Histoire de France ait commencé en 1789 : « C'est avec un peuple que l'on gouverne et non pas contre lui », nous dit-il avec conviction. Mais dans le cadre de son projet européen, il est allié (on pourrait dire même qu'il s'est acquiné) avec des gens qui nient l'idée même de peuple (Cohn-Bendit), qui pensent qu'il faut gouverner contre les peuples (le cercle de la raison cher à Alain Minc) et en tout cas sans le peuple (les technocrates bruxellois et les juges européens). Il admire à la fois de Gaulle et Monnet, alors que celui-ci a toujours combattu celui-là, et que celui-là a toujours méprisé celui-ci. Il compare les frontières à des lignes Maginot, alors que c'est depuis que nous les avons abolies que nous ne maîtrisons plus rien : capitaux, marchandises, hommes, autant de « libertés » imposées par l'Europe pour mieux désarmer la souveraineté des États.

Il défend avec une farouche sincérité la langue française, mais il se retrouve toujours dans le camp de ceux qui l'ont abandonnée à Bruxelles.

Il veut une démocratie ouverte en Europe alors qu'une démocratie nécessite l'existence préalable d'un peuple européen qui n'existe pas. Une démocratie ouverte en Europe signifierait la fin de la construction européenne car elle mettrait au grand jour les terribles rapports de forces entre nations, entre l'Allemagne et la France, entre le Nord et le Sud, entre l'Ouest et l'Est, que les technocrates bruxellois tentent d'occulter par leur jargon et leurs pratiques oligarchiques.

Il défend avec une farouche sincérité la langue française, mais il se retrouve toujours dans le camp de ceux qui l'ont abandonnée à Bruxelles.

Il n'est pas de ces aveugles volontaires qui se refusent à admettre la montée inexorable de ce qu'il appelle une « double répudiation entre Français et Arabes ». Il défend l'idée d'un « *habeas corpus des nations* », un droit de la nation française à rester ce qu'elle est, dans son histoire, ses paysages, son mode de vie. Mais il était prêt à soutenir à la présidentielle un Alain Juppé, adepte honteux du multiculturalisme et des « *accommodements raisonnables* » qu'il avait observés au Canada. Il exalte comme notre atout majeur notre démographie dynamique qui nous permettra dans moins de vingt ans de rattraper la population allemande, comme si nous devions préparer la prochaine guerre contre celle qu'il nous présente pourtant comme notre sœur

européenne ; mais il tait pudiquement les rapports de forces démographiques qui pendent depuis une dizaine d'années, selon le très politiquement correct Insee lui-même, en faveur du dynamisme démographique des familles immigrées. Il n'ignore pas que l'islam impose la domination absolue de la religion sur toutes les activités humaines, mais il veut croire que cette opposition philosophique peut se dissoudre dans les compromis du réel. Il pense que la laïcité est « la volonté la plus achevée du respect de l'autre », alors qu'elle est l'arme la plus efficace pour empêcher la religion de conquérir l'espace public, ce que l'islam réussit pourtant avec une rare efficacité

dans toutes les cités où les musulmans sont devenus majoritaires. Il s'obstine depuis des décennies à ne pas comprendre que son modèle, Henri IV, est venu après et non avant les guerres de Religion, et que l'édit de Nantes ne fut qu'une trêve et ne régla rien du tout.

L'ancien ministre de l'Éducation nationale ne dissimule rien de la lutte inexplicable qui oppose depuis des décennies pédagogistes et traditionalistes, ceux qui défendent l'enseignement comme une animation contre les partisans de la transmission ; mais il fait semblant de ne pas voir que les premiers ont écrasé les seconds. Il est fier d'avoir gagné une bataille (provisoire) en remettant le latin en 5^e alors qu'on sait désormais que l'effondrement du niveau en maths a été opéré à partir du remplacement des sections C et D par une grande section S, décidé alors qu'il était rue de Grenelle.

Lire du Bayrou, c'est y voir plus que les traditionnelles et souvent pittoresques circonvolutions d'un centriste qui veut ménager la chèvre et le chou, la droite et la gauche, le diable et le bon Dieu ; c'est lire et déceler toutes les contradictions d'un homme politique français depuis les années 1980. C'est le contraire des idées claires dont il se revendique, mais cette confusion des esprits et ces contradictions d'un homme et d'une ambition avortée éclairent les linéaments d'un choc frontal entre le peuple et les élites, et l'incapacité de la première génération qui n'a pas connu la guerre à éviter les conflits qui s'annoncent. C'est plus que l'échec d'un homme politique à s'extraire du marigot politicien pour oser affronter réellement le conformisme des élites parisiennes. C'est dévoiler quelques ressorts profonds du désespoir français. ■

Rencontre avec un populiste

L'essayiste et philosophe Alain de Benoist n'aime ni nos élites, ni la mondialisation, ni le libéralisme. Il voit venir avec intérêt « le moment populiste » dont il décrit les facettes dans un livre ambigu mais érudit.



TÊTE À TÊTE
Charles Jaigu
cjaigu@lefigaro.fr

« Je ne suis pas sûr que les élites et le prolo moyen respirent le même air », nous dit Alain de Benoist. Cet homme est un étrange sujet d'étude. Il nous reçoit dans son pied-à-terre parisien du côté de la rue de Charonne, en plein Paris populaire reconquis par les bobos. Philosophe graphomane, traduit un peu partout, surtout en Italie, nous dit-il, il est de ceux qui n'aiment pas écrire une page sans citer au moins trois ou quatre auteurs. Ainsi passe-t-on, en quelques lignes, de Walter Lippmann, éditeur américain des années trente, à Cornelius Castoriadis, philosophe politique, ou l'historien Christopher Lasch, pourfendeur de la « culture du narcissisme ». Cet homme de soixante-dix ans passés est un gros lecteur, précédé d'une réputation sulfureuse de banni du débat intellectuel. Il a fondé la Nouvelle Droite dans les années soixante-dix, après quelques années de militance dans le groupe Europe-action (1961-1966), quand d'autres frayaient du côté des maos. Il est vrai que la frénésie rouge a toujours connu une réception plus indulgente que la brune.

La difficulté est plutôt de faire la part entre les propos mesurés de l'analyste,

auquel il se tient le plus souvent avec prudence face à ses interlocuteurs trop mouillés avec le système (votre serviteur) et la militance du philosophe contre l'ordre démocratique en place.

Être intempestif est requis en matière philosophique, c'est même le b.a.-ba. A-t-on déjà vu un philosophe content du monde comme il va ? Benoist suit donc la pente contestataire de sa discipline. Son arrière-pensée philosophique est post-hégéliennienne : critique du tournant technique de l'humanité occidentale et de son triomphe dans la société libérale et marchande. On lui doit d'ailleurs d'avoir inventé dans les années quatre-vingt « la pensée unique », qui a connu depuis une incroyable fortune. Le problème, c'est qu'on ne voit pas, mais alors pas du tout, ce qu'Alain de Benoist veut mettre à la place.

Dans son livre, il décrit l'avènement d'un « moment populiste » en agrégeant un certain nombre de phénomènes que les politistes ont bien identifiés : critique imputoyable de la « classe politique », détestation du modèle parlementaire représentatif et de la distinction droite-gauche, refus d'un gouvernement des experts au profit d'un volontarisme politique survalorisé. Benoist a en horreur l'« expertocratie », de la droite orléaniste, de cette droite qui a « l'imbécillité » de croire qu'on peut être libéral en économie et conservateur dans les mœurs, alors que « le libéralisme est un tout ». Il a plus encore en horreur la mondialisation dans sa variante américaine. Il pense

qu'on est à la fin de ce temps-là. « Nous ne sommes pas à la fin du monde, mais à la fin d'un monde, l'après-guerre se termine et les populismes sont des formes politiques de la transition, ils annoncent quelque chose qui va se mettre en place », parle Benoist. Quoi ? Le politologue n'en sait rien. Le militant qu'il est, c'est autre chose. Il semble hésiter. Sera-ce le ralliement au socialisme proudhonien d'un Jean-Claude Michéa, auquel il consacre un chapitre élogieux, ce dernier lui envoyant toujours ses livres assortis d'un mot amical. Ils sont tous les deux d'accord pour détester l'option libérale. Sera-ce la refondation d'une Europe politique intégrale – et donc entièrement fédérale – dotée de frontières et raisonnablement protectionniste ? « J'y ai été favorable, mais je n'y crois plus beaucoup ». Les autres solutions sont plus nébuleuses.

« Une désertion civique »

Le journaliste Éric Dupin, auteur d'un livre intéressant intitulé *La France identitaire* (La Découverte), consacre un chapitre à Benoist et cite ses accointances avec Alexandre Douguine, intellectuel russe influent, chantré de « l'eurasisme » et qui voit dans le poutinisme une alternative au « libéralisme nihiliste ». « J'ai rencontré Douguine, mais ce qu'il propose est très spécial et trop russe », corrige Benoist quand nous l'interrogeons à ce sujet. Bon. Laissons donc de côté la tentation poutinienne.

Que reste-t-il ? Se libérer du capitalisme ? En fait, oui... Benoist rêve d'un monde affranchi du « fétichisme de la marchandise » et « libéré du travail en tant que forme d'organisation du rapport social », écrit-il finalement, dans un élan lyrique, à la fin d'un chapitre de son livre. Mais cette ligne très « Nuit debout » n'est pas vraiment développée par l'auteur. Enfin, il défend aussi l'intégrité des communautés culturelles, y compris la communauté musulmane, avec ses us et coutumes. Un facteur explosif pour les nations occidentales qui justement se sentent défiées par l'affirmation communautaire musulmane.

À vrai dire, c'est toujours la même chose : on comprend la critique du système, mais on ne voit pas quelle alternative au système est possible. Benoist vomit les partisans du TINA (« There is no alternative »), le fameux mot d'ordre de Margaret Thatcher, adepte du libéralisme économique.

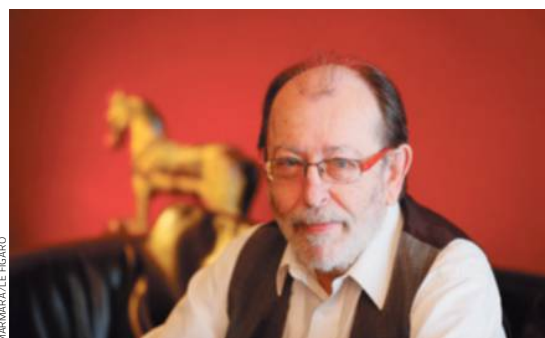
« consensus libéral » qui crée « une désertion civique ». Car, explique-t-il, « la démocratie est forcément agonistique ». Son ennemi principal est « la Nouvelle Classe », cette bourgeoisie philistine dont il propose une description assez drôle en citant le philosophe marxisant Costanzo Preve : « elle est autistique, incestueuse et narcissique, caractérisée par son aisance à voyager, l'anglais touristique, l'usage modéré des drogues, le contrôle des narcissiques, une nouvelle esthétique androgyne, un humanisme tiers-mondiste, un multiculturalisme sans vraie curiosité culturelle, un goût pour les thérapies douces et le relativisme communicationnel ».

Mais l'option tatchérienne n'est pas la seule voie pour prendre acte d'un monde interdépendant où la concurrence mondiale pèse très violemment sur les populations actives des pays développés. Il y a tout une gamme de nuances et de dosages qui sont la clé de toute bonne politique. Celle qui propose les Scandinaves est un compromis plus intéressant. Mais ce n'est pas vraiment la tasse de thé de Benoist. En réalité, il préfère pointer le phénomène populiste plutôt que d'imaginer les solutions, qui sont soit impraticables (sortir du capitalisme, revenir à un socialisme proudhonien), soit trop vagues (inspirer de modèle suisse de citoyenneté active, instaurer de nouvelles formes de participations citoyennes).

La solution au décalage d'une partie des peuples n'est pas la protectionnisme, Monsieur de Benoist. La mondialisation est au cœur de l'âme occidentale depuis 1500 ans. Elle se paye cher, et notamment pour ceux-là mêmes qui l'ont voulue. Peut-être entrons-nous dans des temps sombres, mais les jeux ne sont pas faits. Vous n'aimez pas les médias qui présentent notre société « comme la moins mauvaise de toutes ». C'est pourtant ce que nous pensons. Pour le moment. ■



LE MOMENT POPULISTE ; DROITE-GAUCHE C'EST FINI !
Alain de Benoist,
Éd. Pierre Guillaume
de Roux, 333 p.,
23,90 €.



Benoist vomit les partisans du TINA (« There is no alternative »), le fameux mot d'ordre de Margaret Thatcher, adepte du libéralisme économique.